

**CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE POUR  
LE DEVELOPPEMENT LOCAL (CREDEL)**

**“Un monde Inclusif et Résilient”**

# **RAPPORT ANNUEL 2020**



## **CREDEL**



Centre de Recherche  
et d'Expertise pour  
le Développement  
Local

**UN MONDE INCLUSIF ET RESILIENT**

***Siège Social : Zogbadjè, Abomey-calavi***  
*BP 1612 Abomey-Calavi*  
**Tél: (00229)21038908 /95 84 90 77/97488784**  
**Email: [credelong@yahoo.fr](mailto:credelong@yahoo.fr)**  
**Site web: [www.credelbenin.org](http://www.credelbenin.org)**

*Février 2021*

## **PREFACE**

Le présent rapport d'activité est produit par la Direction exécutive du Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement Local (CREDEL). Les activités réalisées durant l'année 2020 ont bénéficié du soutien technique et financier du Programme de Coopération Climatique Internationale du Ministère Canadien du Développement Durable avec l'appui de OXFAM, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) avec l'appui conséquent du gouvernement Béninois, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas sous l'égide de la SNV, de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, de l'Organisation ACED en consortium avec Rare et le Gouvernement allemand et du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) basée à Ottawa/Canada.

## Table des matières

PREFACE.....	2
Liste des figures .....	4
Liste des photos .....	4
Liste des tableaux.....	5
Liste des sigles et abréviations.....	6
INTRODUCTION .....	7
II- Répartition des zones d'intervention de CREDEL .....	10
III- Projets et activités exécutées .....	10
3.1    Projet Mieux Comprendre Mieux s'Adapter (MCMA) .....	11
3.1.1    Justification du projet.....	11
3.1.2    Activités Phare réalisées .....	12
3.1.3    Résultats issus de la mise en œuvre des activités menées .....	17
3.1.4    Publics cibles.....	19
3.1.5    Impacts réels sur le développement économique et social .....	19
3.2    Le Projet Développement d'une Résilience Inclusive aux Changements Climatiques et aux Catastrophes au Bénin (DERICC-Bénin) .....	20
3.2.1    Justification du Projet.....	20
3.2.2    Activités phares réalisées .....	21
3.2.3    Publics cibles.....	24
3.2.4    Impacts réels sur le développement socio-économique et social .....	24
3.3    Projet OmiDelta ANE GIRE-PSE .....	25
3.3.1    Justification du projet.....	25
3.3.2    Activités phares réalisées .....	25
3.3.3    Publics cibles.....	28
3.3.4    Impacts réels sur le développement économique et social .....	28
3.4    Projet GIRE-SfN Ouémé .....	30
3.4.1    Justification .....	30
3.4.2    Activités phares réalisées .....	31
3.4.3    Public cible.....	32
3.4.4    Impacts sur le développement économique et social .....	33
3.4.5    Public cible.....	33
3.5    Campagne pour l'adoption des méthodes biologiques et respectueuses de l'environnement pour la protection de la lagune côtière de Ouidah.....	33
3.5.1    Justification .....	33
3.5.2    Activités menées.....	34
3.5.3    Résultats obtenus .....	36
3.6    Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) .....	38
3.6.1    Justification du projet.....	38
3.6.2    Activités menées .....	39
3.6.3    Publics cibles.....	40
3.6.4    Impacts réels sur le développement économique et social .....	40
3.6.5    Défis .....	41
IV- Développement institutionnel .....	42
4.1    Réseautage.....	42
4.2    Audit des comptes de gestion de l'exercice 2020 .....	43
4.3    Perspectives .....	43
CONCLUSION.....	43

## Liste des figures

Figure 1: Organigramme structurel et fonctionnel de CREDEL .....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 2: Carte de répartition des zones d'intervention de CREDEL.....	10

## Liste des photos

Photo 1: Remise d'équipement et matériels aux responsables des fermes pilotes.....	12
Photo 2: Ferme pilote de culture maraichère à Houakpè-Daho.....	13
Photo 3: Photos des fermes pilotes de manioc et de maïs.....	13
Photo 4: Photos de remise des sites des groupes organisés à l'entreprise Précis Service par les autorités communales, Mairie, ATDA, le DE CREDEL et son équipe en présence des bénéficiaires.....	14
Photo 5: Réalisation des forages en cours .....	14
Photo 6: Remise d'intrants agricoles d'adaptation aux bénéficiaires MCMA Ouidah à la Mairie de Ouidah .....	14
Photo 7: Missions de suivi du CREDEL et du Chef cellule ATDA Ouidah auprès des bénéficiaires et sur les sites d'exploitation.....	15
Photo 8: Visites d'échanges d'expériences sur les sites de production de manioc et de tomate .....	15
Photo 9: Caravane de sensibilisation sur les impacts des c.c et les stratégies d'adaptation.....	16
Photo 10: Atelier de validation des PCA, PAA , stratégies de mobilisation financière et la stratégie de plaidoyer .....	16
Photo 11: Atelier de présentations des outils produits sur MCMA aux autorités communales, départementales et nationales .....	17
Photo 12: Séance de déroulement du tableau chronologique à Djègbamè (à gauche) et à Tohonou Lokohoué (à droite) .....	21
Photo 13: Séance de formation sur le Genre et les changements climatiques par l'Experte Genre du Projet DERICC-Bénin au Comité de Pilotage .....	22
Photo 14: Compte rendu de la réunion de restitution des activités du Projet DERICC-Bénin au Comité de Pilotage .....	23
Photo 15: Séance de travail avec l'équipe du projet.....	24
Photo 17: Marre de rétention à KINDO dans a commune de zogbodomey.....	26
Photo 18: Retenu d'eau associée aux fascines et vétiver à Zonmon dans la commune de Zagnanado .....	26
Photo 19: Cordons pierreux réalisés à l'Ecole Primaire Publique de Domè dans la commune de zogbodomey ..	27
Photo 20: Digue de sable en sac à Kpomè dans la commune de Toffo .....	27
Photo 21: Digue de sable en sac à Kpomè dans la commune de Toffo .....	27
Photo 22: Remise du vélo à la lauréate par le Maire de la commune de Ouinhi .....	27
Photo 23: Photo de famille des membres du bureau du Comité Communautaire de l'Eau n°4 (OUINHI) .....	28
Photo 24: Témoignage n°1 au projet GIRE-PSE .....	29
Photo 25: Témoignage n°2 au projet GIRE-PSE .....	30
Photo 26: Sensibilisation sur les mesures CES à Agbangnizoun.....	31
Photo 27: Sensibilisation sur la GIRE et la GIRI à Pobè .....	31
Photo 28: Validation du plan d'action des CCE à Bohicon .....	32
Photo 29: Réalisation d'un bassin de stockage d'eau à Danli (Agbangnizoun).....	32
Photo 30: champ de maïs sur un champ dégradé délaissé suite à la pratique du Zaï (Agbangnizoun) .....	33
Photo 31 : Outils développés dans le cadre de la campagne.....	34
Photo 32: Formation des producteurs dans le cadre de la campagne sur la biodiversité .....	35
Photo 33: Expérimentation sur le compostage .....	35

Photo 34: Production des extraits aqueux de neem .....	35
Photo 35: Production de bio-pesticides à base de piment.....	36
Photo 36: Sessions d'animation lors de la campagne .....	36
Photo 37: Mise en place du jardin scolaire à l'EPP TOGODJI à Glazoué .....	42
Photo 38: Vannage et séchage des vivres à l'EPP SURU LERE de OUESSE .....	42
Photo 39: Réception de kits de couverts à SAVE.....	42
Photo 40: Constatation du cas de vol de vivres à AGBABOUE A à SAVE par la police républicaine .....	42

## Liste des tableaux

Tableau I: Synthèse des résultats .....	18
Tableau II: Phases PRE et POST de la recherche quantitative .....	37
Tableau III: Réseautage et Partenariat de CREDEL ONG .....	43

## Liste des sigles et abréviations

CC : Changement Climatique

CCE : Comités Communautaires de l'Eau

CES : Conservation des Eaux et des Sols

CREDEL : Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement Local

DE : Directeur Exécutif

DERICC-Bénin : Développement de Résilience Inclusive aux Changements Climatiques et aux Catastrophes au Bénin

EPP : Ecole Primaire Publique

GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau

GIRI : Gestion Intégrée du Risque Inondation

GIRE- SFN Ouémé : Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le delta de l'Ouémé et du Lac Nokoué

IDID : ONG Initiatives pour un Développement Intégré Durable

MCMA : Mieux Comprendre Mieux s'Adapter

ODD : Objectifs de Développement Durable

OmiDelta ANE GIRE-PSE : OmiDelta ANE d'Opérationnalisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eaux par un Système de Paiement pour Services Eco systémiques

OSCF : Organisations de la Société Civile Féminines

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PANGIRE : Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau

PNASI : Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré

UCP : Union Communale des Producteurs

## INTRODUCTION

Le Sommet de Johannesburg, en plus de réaffirmer l'engagement de la communauté internationale pour le développement durable, a examiné, pour l'essentiel, les moyens de renforcer les trois piliers de ce développement que sont le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement, de manière interdépendante et propre à les consolider mutuellement. Les trois conventions de Rio, qu'elles visent à lutter contre la désertification, à conserver la diversité biologique ou à lutter contre les changements climatiques, se trouvent à l'interface des trois piliers du développement durable et ont pour objectif commun d'intégrer la protection de l'environnement au développement économique et social. D'un autre côté, la lutte contre la pauvreté, les changements des modes de production et de consommation non viables ainsi que la gestion rationnelle des ressources naturelles et des écosystèmes, en ce qu'ils sont des conditions incontournables pour le développement durable, ont constitué de ce fait des chantiers importants du plan d'action de Johannesburg. Et là encore, au centre de ces chantiers, on retrouve les conventions de Rio comme instruments essentiels, tant pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable et la lutte contre la pauvreté que pour l'inversion des phénomènes de désertification, des changements climatiques et d'érosion de la biodiversité.

Dans ce cadre, il est apparu important de développer des instruments de gestion favorisant la synergie dans la mise en œuvre des conventions. Ce sont autant de problématiques auxquelles s'attache le Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement Local (CREDEL) depuis une vingtaine d'années.

Au cours de l'année 2020, CREDEL a connu de notables changements. En effet, pour atteindre les résultats de ses axes d'intervention et conformément à son plan stratégique, CREDEL a poursuivi la mise en œuvre des projets en cours malgré la crise sanitaire inédite. Il s'agit du projet Développement d'une Résilience Inclusive aux Changements Climatiques et aux Catastrophes au Bénin (DERICC-Bénin), du projet Mieux Comprendre Mieux s'Adapter (MCMA), du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) et le projet OmiDelta ANE d'Opérationnalisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau par un Système de Paiement pour Services Eco systémiques (OmiDelta ANE GIRE-PSE). L'année 2020, a été particulièrement marquée par le lancement de plusieurs projets tels que : le projet Appui à la gestion intégrée des Ressources en Eau dans le delta de l'Ouémé et du Lac Nokoué (GIRE-SFN Ouémé) et la Campagne pour l'adoption des méthodes biologiques et respectueuses de l'environnement pour la protection de la lagune côtière de Ouidah.

Le présent document est le rapport qui rend compte des activités de l'ensemble des projets et du développement institutionnel menées par CREDEL au cours de l'année 2020.

Ce rapport est structuré en trois grandes parties : la présentation de l'ONG CREDEL, la présentation des projets et les perspectives.

## I- Présentation de CREDEL

L'ONG CREDEL est une organisation non gouvernementale de droit béninois créée en novembre 2005. Elle s'investit activement dans la protection et la sauvegarde de l'environnement, l'éducation et la santé communautaire, la gestion des changements climatiques et des risques associés auprès des communautés à la base.

CREDEL veut promouvoir les initiatives de développement intégré et durable au sein des couches sociales vulnérables et l'exprime à travers sa vision : « Un monde inclusif et résilient ». La stratégie de CREDEL est orientée vers le renforcement des capacités techniques, matérielles, organisationnelles des couches vulnérables pauvres et l'élévation de la conscience environnementale des communautés à la base par i) l'appui à la consolidation de la gestion des programmes de développement ; ii) la participation nationale et internationale aux dialogues sur les politiques et programmes et iii) la génération, le traitement et le partage d'information au bénéfice des couches vulnérables.

La mission principale de l'organisation est de capitaliser et de valoriser les actions de développement durable au sein des couches vulnérables rurales et urbaines pauvres en vue de relever leur bien-être social. En rapport avec sa mission, CREDEL contribue aux changements de mentalités et comportements des communautés rurales et urbaines pauvres, des institutions publiques et privées dans la conduite des actions de développement. En tant qu'organisation qui s'inscrit dans un processus de recherche-action-formation et coaching, CREDEL explore les voies les plus efficaces de travail avec les communautés pauvres et ses partenaires. Le Plan Stratégique quinquennal en cours (2020-2023) s'articule autour des orientations stratégiques suivantes :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales de développement rural et urbain : cette orientation renvoie notamment au renforcement des capacités techniques des organisations, à l'appui, à l'émergence et la valorisation de pôles de compétence dans les domaines du développement ;
- Renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés à la base : l'ambition est d'élaborer des projets d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement des capacités des couches vulnérables ;
- Capitaliser et vulgariser les actions de développement durable : il s'agit d'appuyer des processus et cadres innovants de co-production et d'échanges de nouvelles connaissances par la méthode de learning by doing ;
- Assurer un environnement sain à travers la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles et la réduction de la pollution : il s'agit de mettre à la disposition des communautés locales des techniques de production agricole respectueuse de l'environnement et de sensibiliser les ménages urbains sur les questions d'assainissement ;
- Assurer une vigilance particulière sur les questions d'environnement, des risques climatiques, géologiques et du développement durable : au travers de cette orientation, CREDEL a l'ambition de mettre un capital d'informations à la disposition des acteurs, à toutes les échelles, afin de contribuer à rendre le lobbying social plus dynamique ;
- Apporter un appui aux institutions, entreprises nationales et internationales sous forme de services, d'assistance - conseils. Le but est de faire des prestations de service à moindre coût aux différentes structures en se basant sur l'expertise disponible au sein de l'organisation en vue de générer des ressources pour accompagner les différentes activités sociales de l'organisation.

Les domaines d'intervention du Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement (CREDEL) sont la gestion des Changements climatiques et des risques associés, l'Environnement, le Développement local, l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement, l'Intermédiation sociale, la Santé communautaire ; l'Education et Eveil social ; la démocratie et la bonne gouvernance. Les questions de genre et de justice sociale sont transversales à toutes les activités de l'organisation.



## II- Répartition des zones d'intervention de CREDEL

CREDEL intervient sur toute l'étendue du territoire national. La figure 2 présente la répartition géographique des principaux projets réalisés au cours de l'année 2020.

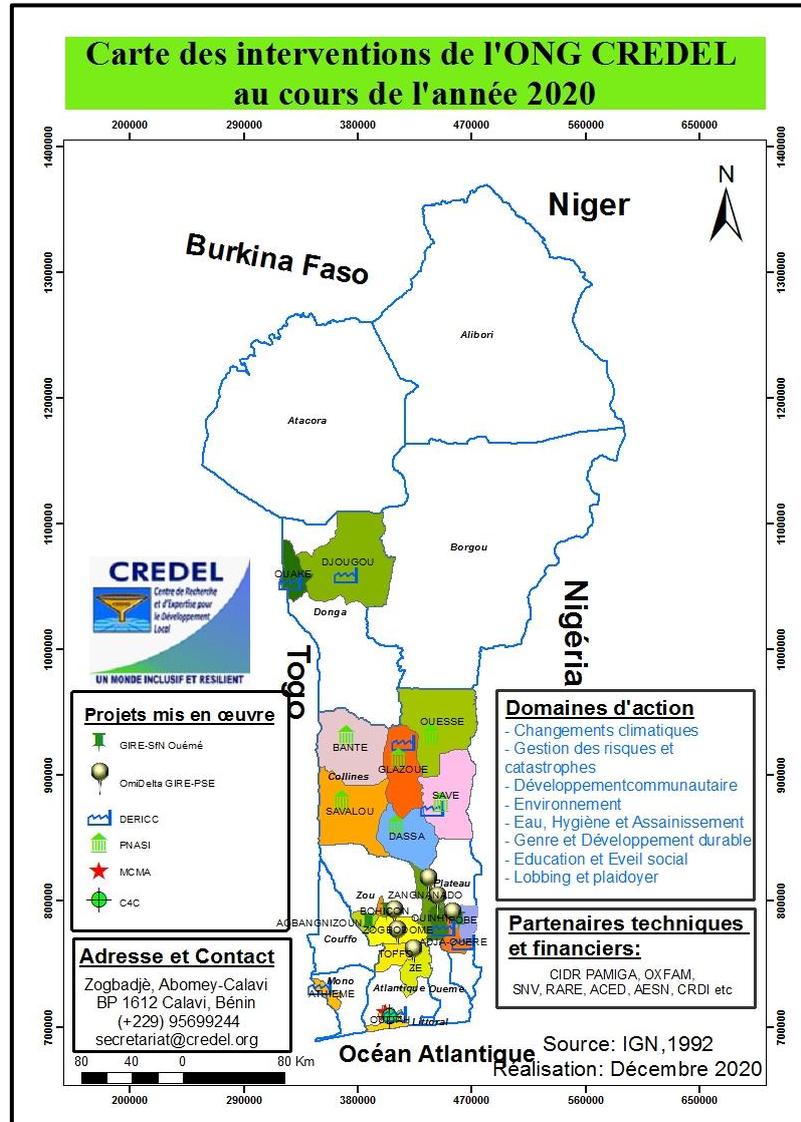


Figure 1: Carte de répartition des zones d'intervention de CREDEL

## III- Projets et activités exécutées

Au cours de l'année 2020 le CREDEL a exécuté plusieurs projets et programmes au nombre desquels : le projet Mieux Comprendre Mieux s'Adapter (MCMA) réalisé dans la commune de Ouidah, le projet Développement d'une Résilience Inclusive aux Changements Climatiques et aux Catastrophes au Bénin (DERICC-Bénin) réalisé dans les communes de Ouidah, Athiémé, Adja-Ouère, Ouinhi, Glazoué, Savé, Djougou et Ouaké, le projet OmiDelta ANE d'Opérationnalisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau par un Système de Paiement pour Services Eco systémiques (OmiDelta ANE GIRE-PSE) dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé (BMVO), le projet Appui à la gestion intégrée des Ressources en Eau dans le delta de l'Ouémé et du Lac Nokoué (GIRE- SFN Ouémé), la Campagne pour l'adoption des méthodes biologiques et respectueuses de l'environnement pour la protection de la lagune côtière

de Ouidah, le Programme National d’Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) dans les communes du département des Collines : Bantè, Dassa, Glazoué, Ouessè, Savalou et Savè.

### **3.1 Projet Mieux Comprendre Mieux s’Adapter (MCMA)**

#### **3.1.1 Justification du projet**

À l’instar du continent africain, le Bénin est fortement affecté par les Changements climatiques (CC) qui s’y caractérisent, entre autres, par les problématiques suivantes : importantes variations des précipitations ; concentrations intenses de pluie sur une courte période ; interruption ou déficit pluviométrique lors de la grande saison des pluies ; hausse des températures moyennes ; hausse des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations ; vents violents ; sécheresse et chaleur extrême ; ainsi qu’une élévation du niveau de la mer. Ces CC sont associés à des impacts particulièrement négatifs sur l’agriculture du pays : bouleversement du calendrier agricole ; baisse des rendements agricoles ; perte de récolte ; baisse de la fertilité des sols ; dommages aux cultures ; appauvrissement et érosion des sols ; invasions plus fréquentes d’insectes nuisibles (sauterelles, mouches blanches) ; et conséquemment, une augmentation des coûts de production (FAO, 2017. APVC, Oxfam, 2018).

À Dangbo, comme à Ouidah, les terres cultivables souffrent de dégradation et d’épuisement dus, notamment, aux mauvaises pratiques culturales telles que l’agriculture sur brûlis. Les aléas du climat les plus importants dans la région d’intervention, et cela, en termes de fréquence, d’intensité et de probabilité sont, en ordre d’importance, les inondations, la variation dans le régime pluviométrique, la sécheresse et l’augmentation de la température (Plan de contingence communal [PCC] Dangbo et PCC Ouidah, Oxfam, 2018). Face à ces aléas, les producteurs sont amenés à développer des stratégies pour s’adapter et maintenir leur production.

Le Centre de Recherche et d’Expertise pour le Développement Local (CREDEL) en consortium avec L’ONG Initiatives pour un Développement Intégré Durable (IDID) avec l’appui de OXFAM ont reçu un financement du Programme de Coopération Climatique Internationale du Ministère Canadien du Développement Durable pour la mise en œuvre du projet « **Mieux Comprendre, Mieux s’Adapter - Projet de Renforcement de la Résilience des Communes de Ouidah et de Dangbo face aux changements climatiques** ». Le projet vise à contribuer à une meilleure adaptation des populations et acteurs locaux aux changements climatiques (CC) par l’amélioration de certaines pratiques agricoles des agricultrices et agriculteurs et la contribution, avec les acteurs locaux dont les autorités communales, départementales et nationales, à une meilleure planification des mesures pour l’adaptation aux changements climatiques et la gestion des risques climatiques afin de minimiser les impacts des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables, particulièrement les femmes rurales.

L’objectif de ce projet est de contribuer à une meilleure adaptation des populations et acteurs locaux aux changements climatiques (CC) dans les communes de Dangbo et Ouidah au sud du Bénin. Il s’agit spécifiquement : d’améliorer les pratiques agricoles des agricultrices et agriculteurs afin de favoriser leur adaptation aux changements climatiques présents et futurs dans les communes de Dangbo et de Ouidah ; Accroître l’efficacité des acteurs locaux, incluant les autorités communales, départementales et nationales, pour l’adaptation aux changements climatiques et la gestion des risques climatiques dans le Sud du Bénin.

### 3.1.2 Activités Phare réalisées

- **En direction des agriculteurs et agricultrices cibles**

Les activités programmées à l'endroit des agriculteurs et agricultrices du projet MCMA, ont été réalisées ainsi que les différents extrants destinés aux bénéficiaires. Les différentes activités ci-après ont été réalisées à l'endroit des agriculteurs et agricultrices :

L'extrait 1112 (Etudes de vulnérabilité des six filières ciblées aux changements climatiques réalisées et vulgarisées aux agricultrices et agriculteurs des communes ciblées, en précisant les sexospécificités et les enjeux particuliers aux femmes) a été produit avec l'appui d'un consultant qui a élaboré le document (rapport de vulnérabilité des filières ciblées aux CC en précisant les sexospécificités et les enjeux particuliers aux femmes a été réalisé et les résultats ont été restitués) dont les résultats ont été diffusés au sein des communes par l'équipe de projet. Les modèles agricoles résilients développés dans le cadre du projet (Extrait 1121) ont combiné les technologies et les meilleures pratiques agricoles d'adaptation aux changements climatiques. Elles ont été documentées dans les documents de guide et bonnes pratiques agricoles au sud Bénin aux changements climatiques ainsi que le document portant sur les modèles agricoles résilients, dont certaines options d'adaptation ont servi à l'installation des fermes modèles de maïs, culture maraichère (Tomate) et de manioc au sein des communautés bénéficiaires.

- **Paquets technologiques fournis aux exploitations et installations des fermes**

Une étude d'identification des besoins en paquets technologiques des agriculteurs et agricultrices a eu lieu et aboutir à acquérir aux profits des bénéficiaires les matériels, intrants et équipements d'adaptation aux changements climatiques spécifiques à chaque filière entrant dans le cadre de l'exécution des activités 1122.3 (Fournir de l'équipement aux 200 exploitations agricoles participantes en fonctions des technologies, meilleures pratiques des modèles agricoles résilients développés)



**Photo 1:** Remise d'équipement et matériels aux responsables des fermes pilotes

Ces matériels remis lors d'une cérémonie de remise ont été installé sur les fermes pilotes entrant dans le cadre de l'exécution de l'activité 1122.4 (Mettre en place 06 unités de démonstration pour l'application des différents paquets technologiques de pratiques d'adaptation au CC (aménagement agricole complémentaire sur les fermes sélectionnées)).

Les fermes installées s'illustrent dans les photos ci-dessous :



**Photo 2:** Ferme pilote de culture maraichère à Houakpè-Daho



**Photo 3:** Photos des fermes pilotes de manioc et de maïs

Sur une superficie d'au moins un demi-hectare, chaque filière a bénéficié du développement des options d'adaptation identifiées pour chacune d'elle (Extrant 1122). Pour le maïs les options suivantes ont été installées : variétés améliorées à cycle court, association maïs-mucuna, association maïs-pois d'angole, et les semis étalés dans le temps. Les options suivantes ont été installées sur la ferme pilote de tomate : Deux variétés (PADMA et TLCV) de tomate à cycle court, résistant aux flétrissements bactériens et à la sécheresse ont été installées avec en témoin la variété locale (Akikonkouin), les tuteurs également ont été installés pour certaines superficies. Sur cette ferme, les traitements faits ont été l'apport de fientes de volailles pour toutes les variétés de tomate afin de favoriser un meilleur apport en nutriments aux plants. La dernière ferme installée, celle du manioc a permis de mettre en démonstration deux variétés de manioc (INA H et MR-067) sur une superficie de 0,5 ha. Elles sont des variétés à cycle court (8-10 mois) et offre un rendement d'environ 35 tonnes à l'hectare pour l'INA-H et d'au moins 30 tonnes à l'hectare pour le MR-067. La mise en place de ces deux variétés a permis de constater leur résistance à la sécheresse.

Toutes les trois fermes pilotes de démonstration pour l'application des différents paquets technologiques (1122.4) ont été sécurisées par des plants de campêcher ayant servi à faire l'embaugement. Elle a pour avantage de limiter considérablement l'accès des animaux sur les sites de production.

De même l'identification des besoins en équipements et paquets technologique d'adaptation des agriculteurs et agricultrices du projet aux changements climatiques a favorisé la dotation de ces derniers en paquets technologiques d'adaptation (1122.3). Ces équipements séparés en quatre lots ont été remis aux exploitations soit les lots 1 (intrants agricoles) et lot 2 (matériels agricoles) partagés à chacun des bénéficiaires individuellement dans un premier temps et dans un second temps, certains lots (lot 3 (forages solaire), lot 4 (Equipements agricoles), lot 5 (matériels et équipements d'irrigation)) ont été remis à des groupes d'agriculteurs et agricultrices constitués pour l'utilisation commune des gros paquets technologiques fournis.



**Photo 4:** Photos de remise des sites des groupes organisés à l'entreprise Précis Service par les autorités communales, Mairie, ATDA, le DE CREDEL et son équipe en présence des bénéficiaires

Les sites d'installation des forages sont des sites identifiés par chaque groupe organisé et dont l'utilisation est destinée aux membres du projet constituant le groupe. Au total cinq sites ont été remis à l'entreprise Précis Services pour l'exécution de la mise en place des systèmes de forage solaire. La remise des sites a été faite en présence des points focaux de la mairie, ATDA, CA, du Directeur Exécutif de CREDEL ONG et son équipe de gestion ainsi que les représentants de Précis Services et des membres des groupes organisés des agriculteurs et agricultrices bénéficiaires.



**Photo 5:** Réalisation des forages en cours

Suite à cette activité de remise de site, la dotation des paquets technologiques (lot 1) individuels aux bénéficiaires et a lieu lors d'une cérémonie de remise, organisée au sein de l'arrondissement de Savi ayant réuni le représentant de la mairie, de l'ATDA, du chef arrondissement et des UCP



**Photo 6:** Remise d'intrants agricoles d'adaptation aux bénéficiaires MCMA Ouidah à la Mairie de Ouidah

- **Suivis et appuis conseils aux exploitations agricoles et les fermes pilotes**

Les suivis et accompagnements périodiques (Extrant 1123 : Accompagnements individuels et de groupe adaptés aux réalités des femmes sur les techniques et pratiques d'agriculture adaptées au C.C réalisés dans les communes ciblées) de formation et d'appuis conseils à l'endroit des fermes pilotes ainsi que les fermes individuelles et groupes organisés ont eu lieu durant tout le projet afin de recueillir leur difficulté,

apporter une assistance technique et l'accompagnement nécessaire pour l'implémentation et l'intégration des meilleures pratiques agricoles et options agricoles d'adaptation dans les habitudes des producteurs et productrices bénéficiaires. Les activités 1123.1 (Former périodiquement les agricultrices et agriculteurs sur les exploitations agricoles modèles (formation pratique sur terrain)) ; 1123.2 (Appui-conseil individuel chaque agricultrice et agriculteur participant-e) ; 1123.3 (Faire le suivi-appui-techniques aux 06 exploitations résilientes modèles installées) ont meublés cet extrait.



Photo 7: Missions de suivi du CREDEL et du Chef cellule ATDA Ouidah auprès des bénéficiaires et sur les sites d'exploitation

Ces suivis périodiques réalisés par le CREDEL avec l'accompagnement des points focaux, notamment ceux de l'ATDA assurent que la pérennité des acquis sera effective.

Un atelier d'échange sur le concept d'exploitation agricole modèle a eu lieu conduit par l'INRAB avec les représentants des 16 groupes organisés des agriculteurs et agricultrices bénéficiaires, des agents de l'ATDA, Mairie, UCP et ONG

- **Diffuser les meilleures pratiques agricoles d'adaptation aux CC au sein des unions communales des productrices et producteurs dans les deux communes ciblées**

Les meilleures pratiques agricoles développées ont été recueillies (Extrant 1124) et diffusées lors des visites d'échange d'expérience (1124.2) réalisées d'une part entre les unions communales, les bénéficiaires et d'autres part lors des échanges inter communes entre les producteurs de Ouidah et de Dangbo qui ont parcouru les fermes de manioc et de tomate en vue du partage d'expériences sur mes différentes options mises en place.



Photo 8: Visites d'échanges d'expériences sur les sites de production de manioc et de tomate

- **Sensibilisation sur les impacts des changements climatiques**

Une campagne de sensibilisation sur les impacts des changements climatiques, les stratégies d'adaptation et la résilience (Activité 1214.2 ; Extrant 1214) a eu lieu à travers toutes les communautés des arrondissements de la commune de Ouidah. Une caravane a été effectuée, facilitée par des

animateurs et animatrices aux couleurs des messages de plaidoyers sur les tee-shirts ont vulgarisés les acquis du projet, notamment les impacts des changements climatiques et les stratégies d'adaptation aux agriculteurs, agricultrices et élus locaux. Plusieurs sessions d'information ont marqué cette campagne afin de rencontrer les cibles avec lesquels des échanges ont eu lieu. Des outils de communication sur la vulnérabilité et les options d'adaptation des filières ont été élaborés et diffusés à la population.



**Photo 9:** Caravane de sensibilisation sur les impacts des c.c et les stratégies d'adaptation

Les activités de plaidoyer auprès des autorités ont aussi concernées les agriculteurs et agricultrices, qui ont participé au processus d'élaboration du document de plaidoyer et aussi aux ateliers de présentation des résultats du projet (1221.2) organisés envers différentes autorités départementales et nationales (Extrant 1221).

- **En direction des élus locaux des communes de Ouidah**

Les activités ayant été exécutées auprès des élus ont concernées prioritairement les sessions de formation et de mise à disposition de documents d'étude avec pour objectif d'accroître leur résilience; activité 1211.1 (effectuer des ateliers d'analyses participatives des risques et vulnérabilités aux C.C dans chaque commune avec les acteurs pertinents), 1211.3 (Organiser des séances de sensibilisation sur la base des rapports des analyses participatives des risques et vulnérabilités), Extrant 1211.

Les élus locaux ont été également impliqués dans la réalisation des Plans Communaux d'Adaptation (Activité 1212.1) et le Plan d'Actions Annuel. Ils font état de la vulnérabilité de la commune de Ouidah face aux changements climatiques et les mesures prioritaires pouvant permettre à la population de s'adapter et de renforcer leur résilience.



**Photo 10:** Atelier de validation des PCA, PAA, stratégies de mobilisation financière et la stratégie de plaidoyer

Les élus ont aussi participé aux ateliers d'information des résultats des plans communaux (1212.3) qui leur sont utiles pour la prise en compte des mesures et options d'adaptation sexospécifiques dans les documents de planification locale (Extrant 1212). Les stratégies opérationnelles de mobilisation des ressources financières (1213.2) pour accompagner la mise en œuvre des plans ont été mises à disposition des élus locaux (Extrant 1213).

Un accompagnement de la commune par l'équipe du projet a été de faire de la communication sur les plans d'adaptation communautaire et fournir une assistance technique (Extrant 1213) auprès des autorités communales. Grace au plaidoyer réalisé (Extrant 1221), la commune de Ouidah a intégré dans son PAI 2021 quelques mesures d'adaptation sexospécifiques d'adaptation identifiées dans le PCA et le PAA.

Les activités de sensibilisation sur les impacts des changements climatiques et les stratégies d'adaptation à travers les campagnes de sensibilisation (1214.2) ont également touché les élus locaux de la commune de Ouidah lors des caravanes faites, (Extrant 1214). La diffusion des outils produits (atlas, études de filières, modèle agricole résilient, etc.) (1223.2), Extrant 1223 a été réalisée à l'endroit des autorités communales ; départementales et nationales ainsi que des cadres des structures d'accompagnement au cours d'un atelier organisé à cet effet.



**Photo 11:** Atelier de présentations des outils produits sur MCMA aux autorités communales, départementales et nationales

#### ➤ **En direction des cadres départementaux et nationaux cibles**

Les cadres départementaux et nationaux ont été impliqués dans le processus de réalisation des plans communaux d'adaptation (Activité 1212.1) et participé aux ateliers d'information des résultats des plans communaux (1212.3) qui leur sont utiles pour la prise en compte des mesures et options d'adaptation sexospécifiques dans les documents de planification (Extrant 1212). Les stratégies opérationnelles de mobilisation des ressources financières (1213.2) pour accompagner la mise en œuvre des plans ont été mises à leur disposition (Extrant 1213).

A l'endroit des autorités départementales des actions de plaidoyer ont été menées en vue d'accroître leurs connaissances à prendre des décisions favorisant l'adaptation aux C.C et l'amélioration de la résilience de la commune (Extrant 1221). Le document de stratégie de plaidoyer (1221.1) élaboré a guidé les actions à mener à l'endroit de chacun des cibles concernées. Ces plaidoyers ont eu lieu lors des rencontres avec les cadres, autorités communales, départementales. Une rencontre de diffusion et d'information sur les outils produits (Extrant 1223) a eu lieu à l'endroit des élus locaux, autorités communales, départementales et nationales ainsi que des agriculteurs et agricultrices représentées.

### **3.1.3 Résultats issus de la mise en œuvre des activités menées**

La mise en œuvre des différentes activités a permis d'obtenir divers résultats inscrits dans le tableau ci-dessous.

**Tableau I:** Synthèse des résultats

Extrants	Réalizations/Produits
1111 Atlas agro-climatique et outils de communication connexes produits et diffusés auprès des agricultrices et agriculteurs des communes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un (01) atlas climatique a été produit et diffusé</li> <li>- Plaquette sur l'Atlas</li> <li>- Fiche synthèse de l'Atlas climatique</li> </ul>
1112 Études de vulnérabilité des 4 filières ciblées aux CC réalisées et vulgarisées auprès des agricultrices et agriculteurs des deux communes, en précisant les sexospécificités et les enjeux particuliers aux femmes	01 rapport de vulnérabilité des filières ciblées aux CC en précisant les sexospécificités et les enjeux particuliers aux femmes a été réalisé et les résultats ont été restitués
1121 Modèles agricoles résilients développés, incluant l'identification de meilleures pratiques d'adaptation aux CC, dont les pratiques endogènes, et un répertoire de technologies adaptées aux besoins des agricultrices et agriculteurs des communes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 01 guide de meilleures pratiques et de technologies vertes a été élaboré ;</li> <li>- 01 Modèles agricoles résilients combinant nouvelles technologies et meilleures pratiques agricoles d'adaptation aux changements climatiques :</li> <li>- 01 livret technique illustré des options résilientes par filière a été élaboré</li> </ul>
1122 Appui technique et paquets technologiques fournis aux exploitations agricoles modèles et participantes afin de mettre en œuvre les meilleures pratiques d'agriculture intelligente face au climat, en ciblant particulièrement les exploitations agricoles gérées par des femmes et des jeunes dans les deux communes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 03 fermes pilotes installées dans les arrondissements de Savi, Gakpè et Houakpè-Daho dont les deux fermes des deux derniers arrondissements sont équipés en forage alimenté au système solaire</li> <li>- 100 exploitantes et exploitants agricoles appuyés en semences améliorées de maïs, de tomate, et piment, de petits matériels agricoles et équipements agricole</li> <li>- 5 forages équipés de système d'énergie solaire et de système de drainage d'eau installés sur 5 sites d'exploitation agricoles à des groupes organisés de bénéficiaires dans 5 villages de l'arrondissement de Houakpè Daho</li> </ul>
1123 Accompagnement individuels et de groupe, prenant en compte les réalités des femmes rurales, sur les techniques et pratiques d'agriculture adaptées au CC réalisés dans les communes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un atelier d'échange sur le concept d'exploitation agricole modèle tenu sous la houlette d'un agent de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB) à l'endroit des représentants des groupes organisés des bénéficiaires, des cadres de l'ATDA, mairie, UCP et ONG</li> <li>- Missions conjointes (CREDEL, Mairie, ATDA) de suivies et d'appuis conseils des trois fermes réalisées</li> <li>- Les 103 exploitations agricoles suivis et formés sur les options et pratiques agricoles résilientes</li> </ul>
1124 Meilleures pratiques agricoles d'adaptation aux CC diffusées au sein des unions communales des productrices et producteurs dans les deux communes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 01 guide de bonnes pratiques d'adaptations aux CC élaborée ;</li> <li>- 02 Visites d'échanges inter communes organisées ;</li> <li>- 02 visites d'échange intra commune réalisées entre les exploitations agricoles bénéficiaires de la commune de Ouidah sur les fermes pilotes de tomate et de manioc.</li> </ul>

1211 Analyses participatives des risques et vulnérabilités aux CC réalisées auprès des agricultrices, agriculteurs et parties prenantes pertinentes des communes ciblées	01 rapport d' Analyses participatives des risques et vulnérabilités aux CC (APRV) avec des groupes de personnes vulnérables a été élaboré ; - séances de sensibilisation réalisées sur la base du rapport APRV ;
1212 Plans communaux d'adaptation aux CC et de gestion des risques climatiques élaborés et soutenus par des plans d'actions annuels dans les communes de Dangbo et Ouidah	- Un plan communal d'adaptation aux changements climatiques élaboré ;  - Un plan d'action annuel élaboré ;
1213 Assistance technique fournie aux acteurs communaux de Dangbo et Ouidah pour l'appropriation et la mise en œuvre communautaire des plans d'actions d'adaptation aux CC et de gestion des risques climatiques	- Une stratégie opérationnelle de mobilisation des ressources financières pour accompagner les autorités communales dans la mise en œuvre des PCA et PAA a été élaborée ; - Information sur les PCA et PAA lors de d'un atelier avec les autorités et cadres de la commune de Ouidah.
1214 Campagne de sensibilisation sur les impacts des CC et la résilience des communautés réalisée auprès des femmes, des hommes et des jeunes des deux communes ciblées	- Des affiches sur les vulnérabilités et stratégies d'adaptation de chacune des filières élaborées ; - Une caravane communale de huit jours réalisée auprès des populations de la commune de Ouidah, agriculteurs, agricultrices, élus locaux, etc pour la sensibilisation sur les impacts des changements climatiques et les stratégies d'adaptation aux c.c ; - Reportage radiophonique diffusé à l'échelle communale,
1221 Stratégie de plaidoyer mise en œuvre auprès des autorités départementales et nationales afin de favoriser la résilience des communes et, spécifiquement, la résilience des femmes agricultrices et des jeunes agriculteurs	- Un document de stratégie de plaidoyer élaboré ; - Reportage et diffusion radiophonique ; - 156 tee-shirts portant les messages clés du plaidoyer réalisés et distribué ; - Prise en compte de quelques options d'adaptation inscrites dans le PCA dans le plan annuel d'investissement (PAI) 2020 de la commune de Ouidah.
1223 Séances d'information et de diffusion des outils produits (atlas, études de filières, modèle agricole résilient, etc.) réalisées auprès des autorités départementales et nationales des zones ciblées	- 01 Atelier de diffusion des outils produits à l'endroit des autorités ; - Outils produits vulgarisés auprès des structures communales, départementales et nationales

### 3.1.4 Publics cibles

Les publics visés par le projet sont constitués prioritairement de 103 familles d'agriculteurs, agricultrices ciblées dans les arrondissements de Gakpé, Savi et de Houakpè-Daho, et des autorités et cadres communales de la mairie et de l'agence territoriale du développement agricole. Aussi les activités de sensibilisation ont permis de toucher toute la population de Ouidah à travers les caravanes et reportages radios-télévisés diffusés à travers les max médias.

### 3.1.5 Impacts réels sur le développement économique et social

Les forages réalisés pour les exploitations agricoles sur les fermes modèles permettent aux producteurs de faire de la production agricole en toutes saisons de l'année. La production à contre saison permet aux

producteurs de vendre les produits, vendus à des prix élevés qu'au cours des saisons normales de production. On assiste dès lors à une augmentation des revenus des uns et des autres leur permettant de mieux se nourrir et se préparer plus facilement pour les campagnes agricoles à venir.

Les panneaux solaires installés pour l'alimentation des forages, dispensent les producteurs des dépenses liées à l'achat de motopompe et d'essence pour faire fonctionner ces motopompes.

En outre, ces panneaux solaires apparaissent comme des technologies vertes qui participent à la réduction d'émission de gaz à effet de serre du fait qu'ils remplacent les groupes électrogènes.

En gros, les équipements et paquets technologiques remis aux exploitations cibles du projet, ont suscité un intéressement des populations environnantes qui se manifeste par la présence de ces dernières aux ateliers de formations des activités avec les producteurs qui ont eu lieu au cours de ces derniers mois du projet.

Des formations et sensibilisations réalisées sur le concept d'exploitation agricole modèles, les meilleures pratiques agricoles d'adaptation, et au vu des résultats issus de l'application des options d'adaptation sur les fermes pilotes, les exploitations agricoles ont changé leurs pratiques agricoles habituelles et adopté les nouvelles leçons apprises au cours du projet.

- **Témoignages illustrés des bénéficiaires**

	<p>Le projet nous a donné de bonnes semences et quand on a cultivé on a beaucoup gagné. Surtout le manioc qu'il m'a donné et on a mis sur la ferme pilote là est bon</p> <p>Lucien MEDJOGBE, Responsable ferme manioc à Savi</p>
	<p>Le projet est venu nous sauver car avant, on ne savait pas le moment où il faut cultiver, à cause des changements climatiques mais grâce au projet on sait maintenant quand est ce qu'il faut cultiver.</p> <p>DETE Elisabeth, Bénéficiaire à SAVI</p>
	<p>Je suis content du projet, il nous a fait des forages et j'ai de l'eau pour faire mon champs, toujours...j'ai même fais le champs en saison sèche</p> <p>Paul AGBLO, Bénéficiaire ferme pilote de culture maraichère à houakpè-Daho</p>
	<p>Le projet m'a amené à Dangbo, et on a vu les champs là-bas, et on a appris trop de choses des formations, et je fais bien mon champs maintenant</p> <p>SAGBO Edith, bénéficiaire à Gakpé</p>

### **3.2 Le Projet Développement d'une Résilience Inclusive aux Changements Climatiques et aux Catastrophes au Bénin (DERICC-Bénin)**

#### **3.2.1 Justification du Projet**

Le Bénin est fortement affecté par les Changements Climatiques. La situation est particulièrement difficile pour les femmes, surtout les femmes rurales et périurbaines aux ressources limitées, qui subissent davantage les contrecoups et les répercussions des changements climatiques que les hommes. Outre les femmes, il existe également d'autres groupes vulnérables comme les personnes âgées et les handicapées. Ainsi, les femmes rurales et péri-urbaines paraissent les plus exposés aux effets des changements climatiques et des catastrophes. Cependant, elles ont des capacités techniques dont l'exploitation judicieuse contribuera à accroître le développement économique et social. Pour combler ces

lacunes, il est nécessaire de développer une meilleure compréhension des différents acteurs, des outils, une responsabilité politique accrue et des capacités institutionnelles renforcées, à la fois à l'égard de la notion de développement résilient inclusif, et de démarche d'évaluation de la vulnérabilité des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les changements climatiques et de gestion des catastrophes notamment le Plan National d'Adaptation. Le présent projet s'inscrit dans cette logique pour une planification et des mesures de développement socialement équitable, qui améliorent la capacité des femmes et groupes vulnérables, à atténuer les impacts des changements climatiques et à s'y adapter.

L'objectif général du projet est de contribuer à un développement durable, inclusif et résilient aux changements climatiques et aux catastrophes par une planification et des actions socialement équitables basées sur la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et groupes vulnérables dans les politiques/plans d'adaptation aux changements climatiques et de gestion des catastrophes au Bénin.

### 3.2.2 Activités phares réalisées

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet DERICC-Bénin, plusieurs activités ont été effectuées au cours de l'année 2020. Il s'agit en général de la mise en œuvre des outils de l'approche CVCA avec les groupements, des réunions skype et zoom avec avec Madame HEIDI du CRDI et Madame Sylvie de Gender at Work, de la formation de l'équipe du projet sur l'Approche Genre et les Changements Climatiques etc. L'annexe 2 présente quelques photos des activités menées au cours de l'année 2020.

- **Mise en œuvre des outils de l'approche CVCA avec les groupements bénéficiaires**

Plusieurs outils de l'approche CVCA ont été mis en œuvre sur le terrain au cours de l'année 2020. Il s'agit de la Cartographie des aléas, le Tableau chronologique, le Calendrier saisonnier, la Journée type et la Décision au sein du foyer. Tous ces outils ont été implémentés dans les huit communes cibles avec les membres des groupements bénéficiaires du projet. La photo 12 présente une séance d'apprentissage sur le tableau chronologique à Djègbamè et à Tohonnou.



**Photo 12:** Séance de déroulement du tableau chronologique à Djègbamè (à gauche) et à Tohonnou Lokohoué (à droite)

- **Réunion avec CARE International**

La réunion avec CARE International a consisté à la prise de contact avec l'équipe chargé de la mise en œuvre de l'approche FaFa Wa à CARE International et information sur l'approche FaFa Wa qui prend en compte les activités de :

- ✓ sensibilisation des groupements pour la désignation de deux relais (catalyseurs) ;
- ✓ formation des catalyseurs sur l'approche d'ici quelques semaines ;
- ✓ mise à disposition du kit FaFa Wa par CARE International aux groupements ;
- ✓ développement des actions de micro-crédit au sein des groupements.

- **Réunion avec HEIDI du CRDI et Sylvie de Gender at Work**

Ces réunions concernent essentiellement la documentation des barrières liées au Genre en liens avec les outils du CVCA (réflexion Genre sur les outils CVCA), la création des discussions après le déroulement de chaque outil sur le terrain et la réflexion sur les défis en liens avec le Genre et les outils du CVCA

(Identifier et documenter les apprentissages) ou les enjeux importants qu'on peut creuser ou documenter et surtout les pistes de collaboration pour 2021.

- **Atelier d'apprentissage par les pairs**

Au cours de l'année 2020, il a été réalisé un atelier d'apprentissage par les pairs sur le Genre et les changements climatiques avec les six projets du CRDI. Les travaux réalisés au cours de cet atelier qui a duré trois jours concernent :

- ✓ discussion et point à mi-parcours du déroulement des activités de chacun des six projets du CRDI ;
- ✓ débat général et travaux de groupe ;
- ✓ discussion général sur le Genre et sa prise en compte dans le déroulement des activités des six.

- **Formation de l'équipe du projet sur l'Approche Genre et les Changements Climatiques**

L'Experte Genre du projet a fait à une formation sur le Genre et les changements climatiques à toute l'équipe du projet. Cette formation a permis à l'équipe du projet de maîtriser les concepts liés au Genre et sa prise en compte dans les projets questions liées aux changements climatiques. La photo XXX présente une photo de la séance de formation réalisée au siège de l'ONG.



**Photo 13:** Séance de formation sur le Genre et les changements climatiques par l'Experte Genre du Projet DERICC-Bénin au Comité de Pilotage

- **Mise en place de la stratégie de plaidoyer avec les organisations féminines de défense des droits des femmes dans les politiques et programmes de développement**

Cette activité a consisté à l'identification des Organisations de la Société Civile Féminines (OSCF) afin qu'elles soient le porte-voix des femmes rurales auprès des décideurs pour la prise en compte des besoins des femmes dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques. Des rencontres d'échanges entre l'équipe du projet et les OSC Féminines ont été organisées afin d'établir non seulement un accord de partenariat avec ces OSC Féminines (WiDAL\_FeDDAF BENIN, WANEP, RIFONGA, SOCIAL-WATCH, FAPHB), mais aussi d'obtenir leur accord de principe de collaboration pour organiser le plaidoyer. La dernière phase a donc consisté à leur intégration dans le Comité de pilotage du projet.

- **Organisation de la 2ème Réunion du Comité de Pilotage**

La deuxième réunion avec les membres du Comité de pilotage a été organisée en 2020. A cet effet, il s'agit de :

- ✓ présenter le point des activités réalisées par le projet ;
- ✓ recueillir les observations et recommandations faites en vue de la poursuite effective des activités sous le couvert des membres du comité.



**Photo 14:** Compte rendu de la réunion de restitution des activités du Projet DERICC-Bénin au Comité de Pilotage

- **Organisation des séances de vulgarisation des bonnes pratiques**

Les séances de vulgarisation des bonnes pratiques ont lieu à travers des émissions radiotélévisées et les réseaux sociaux, la sensibilisation grand public et la participation à des colloques scientifiques. Ainsi, il a été réalisé :

- ✓ une émission télévisée réalisée sur Canal 3 Bénin sur les facteurs de vulnérabilité des femmes sur les changements climatiques (Conf. ; [Emission Canal+ 23072020.mp4](#)) ;
- ✓ une émission télévisée sur l'ORTB sur les vulnérabilités des jeunes et des femmes aux changements climatiques dans la partie septentrionale du Bénin ;
- ✓ des émissions radio dans les communes bénéficiaires ;
- ✓ finalisation d'un article scientifique ;
- ✓ des policy brief sur les deux premiers outils de l'approche CVCA ;
- ✓ un article scientifique produit par un stagiaire du projet à Glazoué et soumis à une revue internationale réalisé.

- **Partage des connaissances à l'échelle nationale et régionale**

Dans le cadre du partage des connaissances à l'échelle nationale et régionale, l'équipe projet a pris activement part (responsable pôle genre et vulnérabilité dans le cadre de la gestion des inondations/catastrophes) à l'élaboration du rapport PDNA.

Ainsi, les extraits de différentes activités réalisées au cours de la première année sont partagés avec le consultant en charge de la révision de la CDN pour la prise en compte du genre. Enfin, une communication sur le Genre et les changements climatiques a été faite lors des journées de l'UNESCO en fin novembre 2020 à l'Université de Parakou.

- **Séance de travail avec les animateurs sur les outils implémentés sur le terrain**

L'équipe du projet fait des séances de débriefings avec les animateurs à leur descente du terrain pour le siège afin d'échanger sur les éventuelles difficultés et faire de nouvelles recommandations.

Ces séances permettent de revenir sur les outils à utiliser pour les prochaines séances d'apprentissage avec les membres des groupements bénéficiaires et les canevas à adopter pour le rapportage de l'outil. La **photo XXX** présente une séance de travail réalisée avec les animateurs du projet.



**Photo 15:** Séance de travail avec l'équipe du projet

### 3.2.3 Publics cibles

Les populations bénéficiaires de ce projet sont les membres des groupements féminins des communes de Ouidah-Athiémè ; Adja-Ouèrè-Ouinhi ; Glazoué-Savè et Djougou-Ouaké.

Il est à observer que les changements constatés chez la plupart des membres des groupements avec lesquels nous interagissons ont aussi impactés leurs pairs dans chacune des localités parcourues. A défaut donc de les intégrer au groupement préalablement constitués, les membres desdits groupements sont alors obligés de leur faire une synthèse / restitution des séances d'apprentissage afin qu'ils soient aux aussi informés mais aussi impactés par nos différents travaux.

### 3.2.4 Impacts réels sur le développement socio-économique et social

Les différentes séances d'apprentissage réalisées auprès des groupements féminins des huit communes bénéficiaires du projet s'accompagnent souvent de forfait pour le repas et pour le déplacement. Par ailleurs, il est prélevé un montant de cinq cent francs (500) chez chaque membre des groupements bénéficiaires afin d'en faire un fond de cotisation pour lesdits groupements. Les sous de déplacement selon leurs dires les aident beaucoup dans leurs dépenses familiales car ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

Aussi, les frais de repas leur permettent aussi de se constituer et de solidifier le groupement afin de mieux planifier les activités des groupements.

En dehors de ceci, les frais de déplacement permettent à certains membres de faire des tontines à l'intérieur du groupement, ce qui permet à celui/celle qui est dans le réel besoin, de prendre la tontine afin de démarrer une activité. Ceci se fait donc à tour de rôle pour chaque membre du groupement. Ces effets socio-économiques viendront s'ajouter à la portée que ces différentes activités auront sur le développement local de chacune de ces localités/communes.

Les séances jouent aussi un rôle d'éducation de la communauté ce qui a provoqué un réel changement chez la plupart des membres des groupements bénéficiaires du projet. Ils sont plus organisés aujourd'hui non seulement dans les groupements, mais aussi dans les foyers Ils veillent à lutter contre les questions d'inégalités hommes-femmes dans leur localité, ils assistent leurs femmes dans différentes activités qu'elles mènent et disposent aujourd'hui d'atouts pour mieux planifier les activités champêtres.

Tout ceci soulève le rôle quand bien même important que jouent les séances d'apprentissages avec les membres de chaque groupement bénéficiaire.

- **Témoignages illustrés des bénéficiaires**

A l'issue des séances d'apprentissage réalisées avec les membres des groupements bénéficiaires, quelques personnes ont été écoutées afin de voir le changement apporté par le projet dans leur existence (Conf. [VID\\_20210325\\_111831.mp4](#)).

### **3.3 Projet OmiDelta ANE GIRE-PSE**

#### **3.3.1 Justification du projet**

Au nombre des ressources les plus impactées par les changements climatiques au sud du Sahara figurent en bonne position les ressources en eau. Au Bénin, les inondations (et en particulier les inondations extrêmes de 2010) sont identifiées comme un enjeu important dans le Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE), dont l'objectif général est d'« optimiser le bien-être économique et social des populations de manière équitable et sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux ». Les actions du projet s'intègrent dans l'Objectif Stratégique (OS) 3 de la 2<sup>ème</sup> phase du PANGIRE à travers l'opérationnalisation au niveau communautaire du cadre de gestion intégrée des ressources en eau et la promotion de la valorisation de l'eau dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouerne (BMVO).

Dans l'ensemble hydrographique de la BMVO, les inondations reposent sur un lien causal entre l'Amont (où les eaux de pluie ne sont pas infiltrées et ruissèlent vers le fleuve) et l'Aval (qui ne peut évacuer rapidement les eaux du fleuve à cause du cordon littoral fermant le lac au Sud, sur lequel s'est développé Cotonou). D'où la nécessité de limiter le ruissellement en amont. C'est sur ce leitmotiv que se fonde les actions menées dans le cadre du projet OmiDelta ANE GIRE-PSE.

L'objectif global du projet « Opérationnalisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) par un Système de Paiement pour Services Ecosystémiques (PSE) dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé (OmiDelta ANE GIRE-PSE) est de contribuer à ce que les populations pauvres et vulnérables vivant dans le Delta de l'Ouémé bénéficient de la mise en œuvre de la GIRE.

Spécifiquement, il s'agira pour le projet de contribuer à la réduction des effets des inondations grâce à la mise en place d'un mécanisme GIRE-PSE dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé (BMVO). Pour ce faire, trois résultats majeurs sont attendus : i) le concept GIRE est connu et mis en œuvre par les populations, ii) des mesures de régulation du flux hydrique du fleuve sont mises en place par les populations, iii) la gouvernance GIRE est renforcée dans les communautés de la zone d'intervention.

#### **3.3.2 Activités phares réalisées**

L'atteinte des objectifs ci-dessus mentionnés s'est faite grâce à la mise en œuvre d'un ensemble d'activités dont les plus importantes sont les suivantes :

- **Activités comptant pour le résultat 1**
  - a) **Tenue des séances de sensibilisation sur divers thématiques de la GIRE et sur le covid 19.**

Dans la droite ligne des sensibilisations démarrées en 2019, le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE conformément à son plan d'action a continué la sensibilisation des groupes organisés. Ainsi, 936 relais communautaires venants de 468 groupes organisés ont été sensibilisés sur quatre différentes thématiques à savoir :

- ❑ Comités Communautaires de l'Eau : un instrument efficace de gestion durable des ressources en eau;
- ❑ Bons réflexes endogènes de gestion des inondations et des crues;
- ❑ Approches locales de gestion des conflits liés aux ressources en eau;
- ❑ Rôles et responsabilité des communautés dans la durabilité des micro actions GIRE de proximité.

Toutes ces séances de sensibilisation qui se sont déroulées de façon trimestrielle sont ensuite restituées aux groupes organisés en présence des animateurs selon leurs disponibilités. Remarquons qu'en dehors de ces thématiques GIRE, des sensibilisations ont été spécifiquement organisées sur la riposte contre la pandémie du covid 19 avec à la clé la dotation des groupes organisés en dispositifs de lavage des mains à l'eau et au savon, de gels hydro-alcooliques, de savons liquides, d'eau de javel et de masques de protection. Les communautés ont été également formées sur la fabrication des masques de protection à base des tissus locaux et les dispositifs tippy-tap.



**Photo 16:** Remise du dispositif de lavage des mains à une Relais Communautaire de Zogbodomey par le Directeur Exécutif de CREDEL

**b) Appui à la réalisation des Micro Actions GIRE (MAG) par les communautés.**

Cette activité a consisté à renforcer les capacités des groupes organisés sur les techniques de Conservation des Eaux et des Sols (CES), puis à les amener à mettre en pratique ces techniques. Il s'agit donc d'accompagner les groupes structurés à mettre concrètement en œuvre une action GIRE de proximité qui fera tâche d'huile dans la communauté. C'est en prélude à cela que 156 groupes organisés ont été formés et accompagnés dans la mise en œuvre de plusieurs micro actions GIRE telles que les cordons pierreux fabriqués avec de matériaux locaux, les fascines, les digues de sable en sac, les retenus d'eau, la mise en place de plantes antiérosives notamment les vétivers etc.



**Photo 16:** Marre de rétention à KINDO dans a commune de zogbodomey



**Photo 17:** Retenu d'eau associée aux fascines et vétiver à Zonmon dans la commune de Zagnanado



**Photo 19:** Digue de sable en sac à Kpomè dans la commune de Toffo



**Photo 18:** Cordons pierreux réalisés à l'Ecole Primaire Publique de Domè dans la commune de zogbodomey

### c) Réalisation de vidéos didactiques

En vue de documenter les bonnes pratiques et contribuer à sensibiliser les communautés sur les différentes réalisations et approches du projet, quatre vidéos didactiques ont été réalisées en 2020.

### d) Célébration de la Journée Mondiale de l'Eau (JME 2020)

Dans le cadre de la célébration de la 27ème journée mondiale de l'eau, des jeux concours ont été organisés par le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE à l'intention des apprenants des collèges d'Enseignement généraux des communes d'Adja-Ouèrè, Ouinhi et de Zagnanado.



**Photo 21:** Remise du vélo à la lauréate par le Maire de la commune de Ouinhi

Au total 270 apprenants ont participé à cette fête de l'eau. Se fût une occasion d'apprentissage pour les adolescents et les jeunes sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau par le jeu. A l'arrivé, la 1ère place est revenue à l'élève KOUAKANOU Pélagie du CEG Ikpinlè dans la commune d'Adja-Ouèrè. Elle est donc repartie avec le vélo VTT.

## • Activités comptant pour les résultats 2

### a) Appui aux exploitants de la filière sable.

La filière sable est l'une des innovations portées par le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE. En effet, il s'est agi de promouvoir des techniques d'exploitations durables du sable fluvial qui ne favorisent ni l'érosion des berges, ni l'inondation des communautés et la destruction des frayères. Pour y arriver, le projet a procédé au renforcement des capacités des acteurs afin de les structurer pour une meilleure organisation

de la filière sable. Aussi, a t'il doté neuf groupements d'exploitants de sable en équipements et d'aires de stockage de sable répartis dans les communes de Ouinhi, Zagnanado et zogbodomey. Au total, environ 270 exploitants ont été impactés par le projet.

**b) Facilitation pour la réalisation des aménagements softs et des surcreusements.**

Toujours dans la logique de réduction du flux hydrique, des aménagements suivant la logique bassin versant ont été réalisés sur le lead du partenaire Africa Green Corporation SA. Ainsi, CREDEL à travers ses actions de sensibilisation, a mobilisé les différentes parties prenantes notamment les propriétaires terriens pour la mise à disposition des actes de sécurisation foncière. En attendant la finalisation des surcreusements, plus 20 000 mètres linéaires de diguettes ont été réalisées dans les unités hydrologiques les plus contriutrices de Hountô-Tôwé, Agbalè, hlan, Agbodétô et d'idogbé.

• **Activités comptant pour le résultat 3.**



**Photo 22:** Photo de famille des membres du bureau du Comité Communautaire de l'Eau n°4 (OUINHI)

Les activités du résultat 3 sont celles relatives au renforcement de la gouvernance GIRE au niveau des communautés. Dans ce cadre, des concertations ont été initiées aux fins d'identifier les différents usagers présents et actifs au niveau des unités hydrologiques définies. Ainsi, 18 Comités Communautaires de l'Eau (CCE) ont été mis en place avec pour objectif d'animer les concertations au niveau de leurs ressources en eau afin d'y assier les bases d'une gestion durable. Ces comités qui sont des préfigurations des Comités Locaux de l'Eau (CLE), sont dotés de plans d'action dont la mise en œuvre proprement dite sera concrétisée l'année prochaine. Il s'agira concrètement d'appuyer la réalisation d'actions GIRE communautaires, de renforcer les capacités des CCE et de les amener à prendre le lead des sensibilisations des communautés.

**3.3.3 Publics cibles**

Le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE s'adresse aux usagers des ressources en eau des communes d'Adja-Ouèrè, Ouinhi, Toffo, Zagnanado, Zè et Zogbodomey de façon générale. Spécifiquement, le projet travaille avec les groupes organisés actifs dans ces communes à raison de 12 groupes organisés par arrondissement. Au total 468 groupes organisés sont sensibilisés à travers 936 relais communautaires permanents (02 relais communautaires par groupe organisé) qui sont trimestriellement sensibilisés sur une thématique innovante de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

En dehors de ces cibles, un focus particulier est également mis sur les exploitants de la filière sable afin de les amener à inscrire leurs activités dans la durabilité. L'objectif étant de les structurer et de les appuyer à adopter des techniques d'exploitation qui n'accroissent pas l'érosion des berges et ne détruisent pas les frayères de la faune aquatique. Enfin, il faudra signaler que dans la mise en œuvre de ses activités, le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE donne la priorité aux femmes et aux jeunes.

**3.3.4 Impacts réels sur le développement économique et social**

Les actions menées par le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE ont activement contribué à induire un changement de comportement de la part des communautés.

• Sur le plan économique, les interventions du projet notamment la réalisation des micro actions GIRE par les communautés ont fortement contribué à récupérer beaucoup de voies dégradées par les eaux de ruissellement qui jadis handicapaient l'écoulement des produits agricoles vers les marchés de

proximités (exemple de la voie reliant le village Aglahoukpa à Adjan dans la commune de Zê). De même, les différentes retenues d'eau réalisées ont en plus de leurs rôles primaires de réduction du flux hydrique de l'amont vers l'aval, permis aux groupements bénéficiaires de disposer d'eau en période de sécheresse pour les activités agricoles. Il en résulte donc une augmentation des revenus de la communauté dû à l'exploitation des retenues d'eau. Enfin, des sols qui jadis étaient totalement érodés par les eaux de ruissellement ont retrouvés leurs fertilités grâce à la mise en place des cordons pierreux et des diguettes (confère témoignage n°2) par les communautés avec l'appui technique et financier du projet.

- Sur le plan social, beaucoup d'infrastructures socio-communautaires (écoles, églises et places publiques) ont retrouvées la possibilité d'accès aussi bien par les motos que les voitures. En effet, ces endroits étaient totalement dégradés et leurs accessibilités étaient très difficiles. Aussi, grâce à la réalisation des jeux concours en milieux scolaires, les différents lauréats ont changés de classe sociale. Ces derniers qui autres fois venaient au cours à pieds, viennent désormais avec des vélos tout terrain induisant de ce fait un envi de devenir le prochain ambassadeur de la GIRE de la part de leurs collègues qui ne cessent de réclamer l'organisation d'autres jeux. Enfin, la mise en place des Comités Communautaires de l'Eau (CCE) a conférée une certaine notoriété aux membres. En effet, ils sont systématiquement identifiés par la communauté comme étant « les porte-paroles » du projet et sont sollicités pour des questions relatives aux ressources en eau. La conduite du processus de règlement des conflits liés aux ressources en eau par ces CCE avec le soutien du projet les ont conférés une certaine valeur voire une responsabilité communautaire qui socialement fait d'eux des « médiateurs locaux ».

- **Quelques témoignages des bénéficiaires**

- **Témoignage n°1 :**



Je m'appelle **GOUDJO Jean**. Je suis agriculteur dans le groupement Sonagnon de Waga dans l'arrondissement de Zê-Centre, Commune de Zê. Je saisis cette occasion pour rendre témoignage au projet OmiDelta ANE GIRE-PSE pour tous les appuis qu'il a apporté à mon groupement et moi. En effet, beaucoup de réalisations et d'enseignements nous sont apportés. Mais ce qui m'a beaucoup plus ému est l'appui à la réalisation des micro actions GIRE que mon groupement a bénéficié

**Photo 23:** Témoignage n°1  
au projet GIRE-PSE

En réalité, notre champ est situé sur un grand versant et à chaque fois que nous semions nos cultures, l'eau de ruissellement les draines avec la couche arable vers le bas-fond. Ainsi, nous nous sommes retrouvés au fil des ans avec un champ très érodé et inapte à la production agricole. Pour ce faire, le groupement a pris la décision de vendre le champ et les recherches d'un preneur sont déjà enclenchées quand le projet est venu nous sensibiliser sur les techniques de conservation des eaux et des sols. Etant donné que le projet voulait aussi nous accompagner financièrement pour la mise en œuvre de quelques techniques, nous avons voulu les expérimenter dans le champ érodé pour voir le résultat qui en sortirait. C'est ainsi que nous avons mis en place des cordons pierreux et des vétivers suivant les courbes de niveau associés à des diguettes par endroit. Aussi, l'animatrice nous a demandé de faire nos billons perpendiculairement à la pente. Franchement, je peux vous assurer que même si nous trouvons aujourd'hui un acheteur, nous n'allons jamais vendre le champ car on a pu récolter le maïs et le haricot que nous avons semé cette année. Ce qui n'a jamais été le cas depuis plus de cinq ans. Grand merci au projet OmiDelta ANE GIRE-PSE pour nous avoir redonné l'espoir.

## Témoignage n°2 :



Je m'appelle **HOUNKONNOU Alfred**, je suis le Secrétaire du groupement AMATEKPON du village Monzougoudo (Commune de Ouinhi). Je suis également membre de Comité Communautaire de l'Eau n°4. C'est à travers l'ONG CREDEL que le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE travaille avec nous. Avant l'avènement du projet OmiDelta ANE GIRE-PSE, nous vivions dans l'ignorance des bonnes pratiques de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). On ne savait même pas ce qu'on appelait GIRE. Mais Aujourd'hui avec l'ONG CREDEL nous avons perçu l'importance de toutes les ressources en eau.

**Photo 24:** Témoignage n°2 au projet GIRE-PSE

Nous avons beaucoup appris au cours des séances de formations et de sensibilisations dirigées par notre animateur et les responsables de CREDEL. Pendant ces séances, nous avons connaissance des bonnes pratiques pour diminuer la vitesse du ruissellement et limiter l'érosion et les inondations. On nous a formé pour mettre en place des micro actions GIRE telles que la réalisation de digues de sable en sacs, la plantation de vétivers, la réalisation de fascine et cordon pierreux. Ces techniques sont développées dans nos maisons et champs au retour des formations. A titre illustratif, nous sommes actuellement dans un champ rizicole en saison sèche où l'eau devrait être très rare. Mais grâce aux appuis techniques de CREDEL, nous avons conservé et canalisé l'eau dans ce champ rizicole comme vous le constatez. C'est bien l'utilisation des retenues d'eau, des drains et des diguettes, etc.

En ce qui concerne le Comité Communautaire de l'Eau n° 4 (CCE 4) dont je suis membre, c'est grâce au projet que nous les communautés savons que nous avons le pouvoir de se retrouver dans un creuset pour défendre la durabilité de l'eau qui est un bien à nous tous. A cet effet, nous avons été formés sur plusieurs thématiques dont les techniques de gestion des conflits liées aux ressources en eau. Ainsi, nos populations ont compris à travers nos sensibilisations que le cours d'eau doit être utilisée équitablement. En ce qui me concerne personnellement c'est grâce à ce projet que je suis reconnu en qualité de négociateur pour régler les conflits dans mon village et ça m'a donné beaucoup de valeur. Je remercie donc vivement toutes les structures partenaires du projet OmiDelta ANE GIRE-PSE pour tout ce qu'ils font et feront pour satisfaire les besoins de nos communautés.

### **3.4 Projet GIRE-SfN Ouémé**

#### **3.4.1 Justification**

Le projet est mis en œuvre en consortium avec le CIDR Pamiga, une ONG Française, le CREDEL et Africa GREEN Corporation SA. L'Agence de l'Eau Seine Normandie est le partenaire Technique et financier du projet.

Le projet GIRE-SfN Ouémé vise à opérationnaliser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en suivant le « fil bleu » des inondations, phénomène annuel récurrent, dont l'expression exceptionnelle impacte très fortement les populations de la zone d'intervention. En suivant ce « fil bleu » des inondations, le programme touchera les autres enjeux liés à la GIRE (qualité de l'eau, conflit, etc.). Il est mise en œuvre suivant trois échelles : la bassin de l'Ouémé pour les concertation amont aval (contact avec le CBO, les collectivités locales et autres projets), la basse et moyenne vallée de l'Ouémé pour la mise en place d'un plan de Gestion du Risque d'Inondation (PGRI) avec ses déclinaisons au niveau territoriales (Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation, SLGRI) ; trois communes (Agbangnizoun, Bohicon et Pobè) pour la mise en œuvre d'action de résilience et d'adaptation aux phénomènes liés à l'Eau

(Gestion et restauration des sols, lutte contre le ruissellement et l'érosion, connaissance de la GIRE). Dans ce cadre, des actions sont déjà réalisées dont l'expérimentation de certaines techniques des restaurations des sols, des ouvrages de mobilisation de l'eau de surface et des sensibilisations communautaires sur différentes thématiques de la GIRE. Il est à noter que le projet GIRE SfN Ouémé œuvre pour une gouvernance communautaire de la GIRE en mettant en place des Comités Communautaires de l'Eau (CCE). Des échanges internationaux avec d'autres projets GIRE permettent également d'avoir un retour d'expérience sur la GIRE et de partager les expériences acquises au Bénin.

L'objectif global du projet est que : les populations pauvres et vulnérables vivant dans le Delta de l'Ouémé améliorent leur résilience aux inondations extrêmes en adoptant la Gestion Intégrée du Risque Inondation (GIRI) et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). De façon spécifique : Une gouvernance locale participative permet aux populations de la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé d'échanger, connaître et planifier des actions GIRE-GIRI ; Les populations et les Communes de la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé mettent en place des actions de résilience face aux inondations ; un mécanisme pérenne de gouvernance est diffusé à l'échelle du Bassin Versant de l'Ouémé.

### 3.4.2 Activités phares réalisées

Par la mise en œuvre du projet GIRE SfN Ouémé, des actions ont été faites sur le terrain :

- **Les sensibilisations sur la GIRE et GIRI :**

Cette action de l'ONG CREDEL à travers le projet a permis d'accompagner les populations d'Agbangnizoun, Bohicon et Pobè dans la compréhension des concepts de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et de la Gestion intégrée des risques d'inondation. Dans ce cadre, un plan de sensibilisation a été élaboré et mis en œuvre à partir de Mars 2020 ;



**Photo 25:** Sensibilisation sur les mesures CES à Agbangnizoun



**Photo 26:** Sensibilisation sur la GIRE et la GIRI à Pobè

- **Mise en place de Comités communautaires de l'Eau (CCE)**

Les Comités communautaires de l'Eau sont des creusets de concertation au niveau local pour discuter, planifier et gérer des problèmes liés à l'eau. Dans la zone d'intervention du projet, qui concerne dans la phase active de sa mise en œuvre trois unités hydrologiques (Honto-Towé, Samion et Idogbé), cinq CCE ont été mises en place dont 4 conjointement avec le projet OmiDelta dans un cadre de CCE mixtes.

Chacun des Comités a eu à élaborer son plan d'action.



**Photo 27:** Validation du plan d'action des CCE à Bohicon

- **Mise en œuvre de mesures de régulation des inondations en solutions fondées sur la Nature**

Des mesures de régulations des inondations en Solution Fondées sur la Nature sont mises en place dans le cadre du projet, dont entre autres :

Mesures de restauration des sols à titre pédo-démonstratif à Agbangnizoun au titre de la campagne agricole 2020 :

Ouvrage de mobilisation de l'eau de surface :



**Photo 28:** Réalisation d'un bassin de stockage d'eau à Danli (Agbangnizoun)

Ouvrage de régulation du ruissèlement

● **Activités en cours**

- Mise en place de mesures de régulation des inondations (petits aménagements et aménagement structurés) ;
- Formation des CCE quant à leur fonctionnement pratique ;
- Sensibilisation sur les bonnes pratiques de CES.
- Elaboration d'un PGRI et d'un SLGRI (PAPI);
- Réalisation d'une étude succincte de vulnérabilité aux changements climatiques

**3.4.3 Public cible**

Le projet vise comme cible les populations pauvres et vulnérables vivant dans la bassin versant de l'Ouémé en générales pour des concertations amont aval dans le cadre des sessions du comité de bassin (CBO), les populations de la basse et moyenne vallée de l'Ouémé (BMVO) pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de Gestion des Risques d'Inondations ( PGRI) et les populations de trois communes (Agbangnizoun, Bohicon et Pobè) pour des actions typiques de régulation du flux hydrique, de gestion des érosions et autres problèmes liés à l'Eau.

#### 3.4.4 Impacts sur le développement économique et social

Le projet a de véritables impacts sur les populations de la zone cible. En effet, grâce à sa mise en œuvre, les populations bénéficiaires ont leurs connaissances renforcées en matière de la GIRE et de la GIRI. Elles acquièrent une bonne connaissance des concepts et ainsi savent planifier des actions pour solutionner les problèmes liés à l'eau auxquels ils sont confrontés. Au cours des sensibilisations, des questions profondes sont posées par les populations surtout en qui concerne la gestion des cas de conflits qui surviennent par moment entre eux

Les actions de restauration des terres enseignées sur les différentes fermes ont impacté également les communautés. On note de grande ferveur à participer et la surprise suscitée par l'efficacité des techniques. Le problème majeur de la zone ciblée pour mettre en œuvre les techniques (Zaï, billons à gabarit renforcée perpendiculaires à la pente) est l'appauvrissement des sols agricoles. Par l'action du projet, les populations ont perçu que des terres complètement dégradées peuvent être restaurées et donner de bon rendement si les autres conditions climatiques sont réunies.



**Photo 29:** champ de maïs sur un champ dégradé délaissé suite à la pratique du Zaï (Agbangnizoun)

Les bassins et étangs réalisés pour stocker l'eau de surface ont un double emploi pour les populations bénéficiaires :

- Ils utiliseront l'eau pour arroser pendant les poches de sécheresse ;
- Ils pourront s'en servir pour faire de la pisciculture s'ils ont les moyens.

#### 3.4.5 Public cible

Le projet vise comme cible les populations pauvres et vulnérables vivant dans la bassin versant de l'Ouémé en générales pour des concertations amont aval dans le cadre des sessions du comité de bassin (CBO), les populations de la basse et moyenne vallée de l'Ouémé (BMVO) pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGR) et les populations de trois communes (Agbangnizoun, Bohicon et Pobè) pour des actions typiques de régulation du flux hydrique, de gestion des érosions et autres problèmes liés à l'Eau

### 3.5 Campagne pour l'adoption des méthodes biologiques et respectueuses de l'environnement pour la protection de la lagune côtière de Ouidah

#### 3.5.1 Justification

La lagune côtière de Ouidah est située dans la commune de Ouidah au Sud du Bénin. Elle est alimentée par les eaux continentales en amont et en aval et les eaux marines et s'étend sur une superficie de 4000 hectares. Elle regorge de différentes espèces à savoir les poissons, les crevettes, les différentes espèces de tortues, les huitres et les mangroves.

Le long de la lagune, se retrouvent plusieurs villages regroupés de part et d'autre. Plusieurs activités sont menées dans ces villages dont principalement l'agriculture, la pêche et l'exploitation des ressources de la lagune pour différentes activités économiques. Nous assistons à une pollution de la lagune par les

déchets issus des différentes activités anthropiques. Actuellement les producteurs des villages environnant autour du site utilisent par nécessité pour protéger leurs cultures des intrants non adaptés ou parfois de mauvaise qualité, ce qui conduit à un surdosage de ces intrants pour permettre leur efficacité. Selon les enquêtes effectuées par Atidéglà et al (2010) au Bénin, plus de 60% des producteurs appliquent la fumure au moins quatre fois au cours du cycle végétatif des cultures avec des doses (1000-3000 kgha-1 de NPK et 2500-5000 kgha-1 d'urée) supérieures à celles recommandées par les services techniques. Une partie des composés chimiques utilisés contre les nuisibles se retrouvent dans les eaux par le canal des eaux de ruissèlement. Ceci pourrait affecter la flore et la faune aquatique (poissons, crustacés.). Il est donc judicieux d'adopter des bonnes pratiques d'utilisation des pesticides pour limiter la présence des résidus de pesticides dans les plans d'eau.

CREDEL a reçu de l'Organisation ACED en consortium avec Rare et le Gouvernement allemand un financement pour mettre œuvre une campagne auprès des producteurs des villages environnant la lagune de Ouidah en vue de contribuer à la protection de la lagune côtière de Ouidah. Cette campagne dénommée **Campagne pour l'adoption des méthodes biologiques et respectueuses de l'environnement pour la protection de la lagune côtière de Ouidah** a pour but la sensibilisation des producteurs sur les risques liés aux différentes utilisations chimiques et les amener à un changement de comportement en les faisant adopter massivement les méthodes respectueuses de l'environnement en agriculture.

Cette campagne est subdivisée en deux grandes parties : une partie consacrée à la recherche dont les résultats aboutiront à un plan de campagne permettant une meilleure sensibilisation du public ciblé.

L'objectif général de la campagne est de sensibiliser les populations riveraines sur les effets néfastes de l'utilisation des intrants chimiques en Agriculture et faciliter l'adoption de l'Agriculture Biologique plusieurs villages riverains de Ouidah. Spécifiquement, il s'agit de : réaliser une étude quantitative et qualitative pour déterminer le niveau de connaissances et de pratiques des différentes méthodes respectueuses de l'environnement dans le domaine de l'Agriculture ; élaborer un plan de campagne pour faciliter l'adoption des méthodes respectueuses de l'environnement dans le domaine de l'Agriculture ; animer des sessions de formation théorique et pratique destinées en Agriculture Biologique.

### 3.5.2 Activités menées

Plusieurs activités ont été menées dans l'an 2020. Il s'agit de :

- **L'élaboration des outils destinés à la campagne** afin de susciter l'engouement des producteurs à l'utilisation des méthodes respectueuses de l'environnement. Des manuels destinés aux participants et des boites outils ont été conçu pour faciliter les séances de formation et les sessions d'animations. Ces outils sont la synergie du travail de CREDEL, du consultant et du graphiste recrutés à cet effet. A cet effet, un slogan, un message et un appel à l'action ont été identifiés pour l'atteinte des résultats.

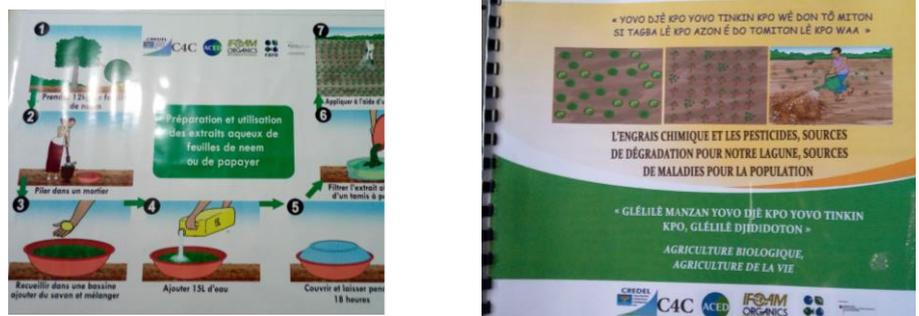


Photo 30 : Outils développés dans le cadre de la campagne

- **Les sessions de formations** : la campagne a permis le renforcement de capacités de 100 producteurs sur les thématiques de l'Agriculture Biologique. Ces producteurs ont été sélectionnés dans les trois arrondissements ciblés (Houakpè Daho, Djèbadji et Avlékété). Cette activité a permis l'interaction entre les producteurs et l'équipe de formation. Les producteurs ont pu exposer leurs craintes et questionnements par rapport à l'agriculture biologique et l'équipe de formation a pu y répondre efficacement. Aussi plusieurs stratégies ont été dénotées pour de futurs projets pour une adoption efficace et durable des systèmes de production biologiques.



**Photo 31:** Formation des producteurs dans le cadre de la campagne sur la biodiversité

- **La formation pratique** : Le produit de la campagne est l'Agriculture Biologique composé de plusieurs pratiques dont la rotation, l'association culturale, la jachère ou la friche, le paillage, les fientes ou bouses, les bio-pesticides, le compost. Le compost est l'une des pratiques les plus efficaces étant fabriqué à base de matériaux végétaux et animales et permettant une meilleure fertilisation du sol. Une expérimentation a été faite avec deux groupes de producteurs pour permettre une meilleure appropriation de la fabrication du compost. Aussi, nous avons expérimenté la fabrication des bio-pesticides avec un des groupes de producteurs.



**Photo 32:** Expérimentation sur le compostage



**Photo 33:** Production des extraits aqueux de neem



**Photo 34:** Production de bio-pesticides à base de piment

- **Les sessions d'animations :** Des réunions communautaires ont été organisées pour sensibiliser certains groupements riverains sur les effets néfastes de l'utilisation des intrants chimiques et l'importance de la conservation de la lagune côtière de Ouidah au travers de l'adoption de l'agriculture biologique.



**Photo 35:** Sessions d'animation lors de la campagne

### 3.5.3 Résultats obtenus

Une phase d'enquête post-campagne a été conduite et a permis d'obtenir des données complémentaires à celles collectées lors de la première phase de la campagne. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau II: Phases PRE et POST de la recherche quantitative

Toc	Objectifs SMART	% PRE	% Objectifs de la campagne	% POST
Numéro d'échantillonnage n=350	n=350			
K 1	A la fin de la campagne, <b>73,4%</b> des producteurs agricoles des villages environnant la lagune comprendront en profondeur les effets néfastes de l'utilisation abusive des intrants sur les <b>63%</b> initiaux.	<b>63%</b>	<b>73,4%</b>	<b>90%</b>
K 2	A la fin de la campagne, <b>99%</b> des producteurs agricoles des villages environnant la lagune seront informés sur les bonnes pratiques respectueuses de l'environnement en agriculture (Agriculture Biologique) sur les <b>94%</b> initiaux.	<b>94%</b>	<b>99%</b>	<b>90%</b>
K 3	A la fin de la campagne, <b>66,6%</b> des producteurs des villages environnant la lagune connaîtront spécifiquement le compost sur les <b>47%</b> initiaux.	<b>47%</b>	<b>66,6%</b>	<b>70%</b>
A 1	A la fin de la campagne, <b>74,2%</b> des producteurs agricoles des villages environnant la lagune seront convaincus des mauvaises pratiques qui rendent vulnérables les ressources de la lagune sur les <b>60%</b> initiaux.	<b>60%</b>	<b>74,2%</b>	<b>75%</b>
A 2	A la fin de la campagne, <b>60,8%</b> des producteurs agricoles des villages environnant la lagune seront convaincus de l'Agriculture Biologique qui permet la conservation des espèces aquatiques sur les <b>46,6%</b> initiaux.	<b>46,6%</b>	<b>60,8%</b>	<b>80%</b>
IC 1	A la fin de la campagne, <b>36,3%</b> des producteurs agricoles des villages environnant la lagune discuteront entre eux des effets néfastes de l'environnement et des mauvaises pratiques non respectueuses de l'environnement sur les <b>11,7%</b> initiaux.	<b>11,7%</b>	<b>36,3%</b>	<b>50%</b>
IC 2	A la fin de la campagne, <b>37,2%</b> des producteurs agricoles des villages environnant la lagune	<b>12,6%</b>	<b>37,2%</b>	<b>50%</b>

	discuteront entre eux de l'Agriculture Biologique sur les <b>12,6%</b> initiaux.			
<b>BR</b>	En 2020, CREDEL ONG offre une formation en Agriculture Biologique à <b>100 producteurs</b> de la zone de la lagune de Ouidah.	<b>0</b> <b>pro</b> <b>du</b> <b>cte</b> <b>ur</b>	<b>100</b> <b>product</b> <b>eurs</b>	<b>100</b> <b>%</b>
<b>BC1</b>	A la fin de la campagne, <b>44,9%</b> producteurs des villages environnant la lagune auraient participé aux séances de sensibilisation, d'information et formation organisées par l'ONG CREDEL sur les <b>26,3%</b> initiaux.	<b>26,</b> <b>3%</b>	<b>44,9%</b>	<b>40%</b>
<b>BC2</b>	A la fin de la campagne, <b>26,3%</b> des producteurs des villages environnant la lagune adopteront uniquement les méthodes et pratiques respectueuses de l'environnement (agriculture biologique) sur les <b>7,7%</b> initiaux.	<b>7,7</b> <b>%</b>	<b>26,3%</b>	<b>25%</b>
<b>TR</b>	A la fin de la campagne, <b>85,4%</b> des producteurs agricoles des villages environnant la lagune utilisent les pesticides par rapport au <b>92,3%</b> initiaux	<b>92,</b> <b>3%</b>	<b>85,4%</b>	<b>80%</b>
<b>CR</b>	En 2020, la vulnérabilité des espèces de la lagune sera réduite.	-	-	-

### 3.6 Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI)

#### 3.6.1 Justification du projet

Les gouvernements ont un besoin croissant d'élargir les systèmes nationaux de protection sociale en réponse aux inégalités mondiales qui s'accroissent et à la fréquence des chocs économiques et sociaux<sup>1</sup>. Les programmes d'alimentation scolaire sont l'un des filets de sécurité alimentaire les plus efficaces à l'échelle mondiale, lorsqu'ils s'adressent à des ménages vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire. Ils agissent comme un investissement économiquement durable, avec des retombées importantes en matière de capital humain, de nutrition, de protection sociale, d'égalité entre les sexes et, lorsqu'ils sont couplés à la production agricole du pays, sur l'économie locale.

Dans le but d'atteindre l'objectif Faim Zéro d'ici à 2030, conformément à l'agenda de développement international décliné en ODD, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Bénin, met en œuvre avec l'appui conséquent du gouvernement Béninois depuis 2017, le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), dans les écoles primaires publiques (EPP) réparties sur toute l'étendue du territoire national. Pour réussir cette noble mission, le PAM contractualisé avec les ONG dont CREDEL (depuis la rentrée scolaire 2018-2019) qui ont reçu la mission de faire le suivi de la gestion des cantines scolaires et l'intermédiation sociale et communautaire au niveau des communautés des écoles bénéficiaires des cantines. C'est suivant ces deux volets que l'ONG CREDEL a reçu une fois encore

<sup>1</sup> World Food Programme (2019) : Programme d'alimentation scolaire du Bénin, Analyse coût-bénéfice

mandat d'intervenir de septembre 2020 à fin Juin 2021 dans 322 écoles dans le département avec une équipe de départ de 32 animateurs, 06 superviseurs et d'un chargé de programme.

Le PNASI dans sa phase opérationnelle a pris en compte cette année 2020-2021, 322 écoles fonctionnelles du département des Collines dont 32 à Bantè, 57 à Dassa, 46 à Glazoué, 53 à Ouessè, 77 à Savalou et 57 à Savè qui nourrissent régulièrement près de 48.000 écoliers dont plus de 23.000 filles et 25.000 garçons à la cantine.

Les principaux objectifs du PNASI sont :

✓ **A court terme**

- Accroître taux de scolarisation
- Réduire les disparités de scolarisation entre Filles et garçons.
- Encourager la rétention scolaire.
- Améliorer l'assiduité et les résultats scolaires
- Promouvoir la participation effective des collectivités locales et des parents à la contribution des activités liées à la scolarisation.

✓ **A long terme**

- Contribuer à la réalisation des ODD.
- Améliorer le statut nutritionnel des enfants.
- Lutter contre l'insécurité alimentaire.
- Promouvoir le développement de l'agriculture locale.
- Améliorer la situation socio-économique des ménages en milieu rural et lutter contre la pauvreté.
- Créer et renforcer le cadre multisectoriel autour des activités scolaires.

### **3.6.2 Activités menées**

- **Fonctionnement des cantines scolaires au cours de l'année 2020** : Les cantines scolaires ont normalement fonctionné tout au long de cette année. Toutefois, elles ont été confrontées à quelques problèmes d'approvisionnement qui ont eu pour conséquences des ruptures de stocks de vivres dans certaines écoles. Malgré toutes ces difficultés, environ 48.000 écoliers ont été nourris tous les jours de classe dans les 322 écoles primaires publiques, pour un taux de fonctionnement de 94,02% par rapport au nombre de jours de fonctionnement prévus. Les efforts se poursuivent et des dispositions sont mises en place avec la collaboration des autorités et les différents acteurs afin de trouver des solutions idoines pour relever les défis liés à l'exécution de ce programme. Dans ce contexte particulier de pandémie de la Covid-19, des dispositifs de lavage de mains ont été installés dans toutes les écoles bénéficiaires et plusieurs sensibilisations ont porté sur les gestes barrières à la propagation du virus.

Face à la situation de manque criard d'eau dans certaines communautés, des bonbonnes ont été achetées et mises à la disposition des écoles identifiées par CREDEL ONG.

- **Séance de travail de l'équipe de supervision de CREDEL sur la mise en œuvre du PNASI** : Les Médiateurs, Superviseurs, CP et le DE, tous membres du cadre de supervision dont la mission est de créer une synergie d'actions avec les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme, se sont réunis à plusieurs reprises pour réfléchir et adopter les stratégies et les orientations nécessaires pour la bonne marche des activités sur le terrain. Des évaluations suivies des séances de recyclage et de renforcement de capacités ont permis

de rendre l'équipe plus apte à affronter les défis et à accomplir efficacement les différentes activités de la checklist de chaque agent.

- **Suivi de la gestion des stocks de vivres dans les écoles à cantine** : Au cours de cette année, le staff PNASI de l'ONG, les enseignants et membres du CGCSI ont accordé une attention particulière à certains aspects de la mise en œuvre du programme des cantines scolaires, notamment les fluctuations des effectifs dans la plupart des écoles qui ont occasionné une vitesse de consommation des denrées, le respect de la ration alimentaire et la bonne gestion des stocks de vivres. Ces mesures ont permis de vite identifier les écoles dans lesquelles il pourrait y avoir des déficits de stock et de prendre au plus tôt les dispositions qui s'imposent. Ainsi, des cas d'avaries de vivres ont été très peu observés au cours de cette année témoignant de la bonne gestion des stocks de vivres dans les écoles.
- **Mission de supervision des activités des cantines par le Directeur Exécutif de CREDEL ONG** : Le Directeur Exécutif a fait chaque mois une tournée dans le département, des Collines. L'objectif de ces visites est non seulement de rencontrer les autorités communales et le staff de l'ONG mais aussi, de faire le point de la mise en œuvre du programme dans chaque commune. C'est ainsi qu'il a tenu des séances de sensibilisation et d'information à l'endroit de tout le staff et de façon particulière à l'endroit de chaque équipe dans les communes du département. Les principaux messages de sensibilisation adressés à l'endroit des animateurs, superviseurs, Chargés de Programme se résument en ces points :
  - ✓ Le renforcement du rôle des communautés par l'intermédiation sociale ;
  - ✓ La fiabilité des données statistiques collectées sur le terrain ;
  - ✓ L'amélioration de la communication à tous les niveaux ;
  - ✓ Les innovations.

### 3.6.3 Publics cibles

Les bénéficiaires directs de ce programme sont essentiellement les écoliers des 322 écoles à cantine du département. Le nombre de bénéficiaires varie en fonction des présences des écoliers dans les écoles. Néanmoins un maximum de 47.373 bénéficiaires dont 21.899 filles a été enregistré en Octobre 2020. Notons qu'au-delà de ces cibles, le programme a un impact considérable sur les communautés, les parents d'élèves, les cuisinières et autres.

### 3.6.4 Impacts réels sur le développement économique et social

Les repas scolaires sont un investissement dans le capital humain. L'analyse coût-bénéfice met en évidence le caractère profitable de cet investissement comme un filet de sécurité, comme un programme de soutien à l'éducation et à la santé, et comme un programme pour l'égalité entre les genres, au bénéfice des Béninois sur le court terme et sur le plus long terme. L'analyse coût-bénéfice met en évidence un retour économique pouvant aller jusqu'à 5,2 dollars pour chaque dollar investi dans un programme de repas scolaires au Bénin tel que le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI). Toutefois, bien que la plupart des retombées économiques des programmes de repas scolaires soient pris en compte dans le modèle économique de l'analyse coût-bénéfice, de nombreux effets des programmes de cantines scolaires ne sont pas quantifiables et n'ont pas été pris en compte dans ce modèle économique comme par exemple : la meilleure cohésion sociale, la lutte contre les inégalités, les retombées pour l'économie locale, etc. Ces effets non quantifiables viennent ainsi s'ajouter aux effets économiques analysés dans ce rapport.

L'effet des repas scolaires sur la participation à l'éducation et les performances scolaires est particulièrement significatif, reflétant l'importance du rôle de ces repas pour donner une éducation de qualité à tous, et particulièrement pour les ménages à faibles revenus et en insécurité alimentaire. Lorsqu'ils sont conçus avec un objectif d'amélioration nutritionnelle, les programmes de repas scolaires sont susceptibles d'apporter aux enfants tous les nutriments et l'énergie dont ils ont besoin pour participer aux cours et recevoir l'éducation qui leur est donnée. Enfin, les achats locaux permettent également de renforcer les interactions positives avec l'économie locale et les retombées pour les petits producteurs, se traduisant par une valeur de transfert accrue et une insécurité alimentaire réduite. Les programmes de repas scolaires constituent un investissement sur le capital humain et un levier de développement qui contribue à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD)<sup>2</sup>.

### 3.6.5 Défis

Des défis majeurs restent à relever dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme dans le département des Collines. Entre autres défis nous pouvons citer :

- L'absence de points d'eau potable dans la grande majorité des écoles ;
- Les difficultés d'accès à certaines écoles surtout pour la mise en place de vivres ;
- Les cas de vols des vivres dans les écoles ;
- Le faible engagement / participation des communautés et des collectivités locales ;
- Pas de magasins de stockage appropriés : utilisation des magasins des directions (86,5% des cas)
- Inexistence et/ou cuisines inappropriées au regard des normes du PAM
- Faibles souscriptions quotidiennes des élèves : « Qui contribue, mange »
- Faibles contributions en espèces et/ou en nature des communautés
- Faible engagement des autorités départementales et administratives ;
- Non inscription de lignes budgétaires au niveau des communes pour des appuis ponctuels au fonctionnement des cantines ;
- La non-disponibilité des ustensiles de cuisine dans certaines écoles ;
- La non prise en charge des cuisinières ;
- La faible fonctionnalité des comités de gestion ;
- La qualité des vivres mis à la disposition des écoles ;
- Les actes de vandalisme constatés dans certaines écoles ;
- Faible engagement de certains enseignants dans le suivi du fonctionnement notamment la restauration des écoliers ;
- La transhumance (mécanismes de pérennisation détruits)



- Rapport Programme d'alimentation scolaire au Bénin Analyse

**Photo 36:** Mise en place du jardin scolaire à l'EPP TOGODJI à Glazoué



**Photo 39:** Constatation du cas de vol de vivres à AGBABOUE A à SAVE par la police républicaine

**Photo 37:** Vannage et séchage des vivres à l'EPP SURU LERE de OUESSE



**Photo 38:** Réception de kits de couverts à SAVE

## **IV- Développement institutionnel**

### **4.1 Réseautage**

CREDEL est membre de plusieurs réseaux tant au niveau national qu'au niveau international et participe de façon active à l'animation des réseaux présentés dans le tableau 4 ci-dessous :

Sur le plan national, CREDEL est reconnu comme membre du Comité National sur les changements climatiques au niveau du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable. De même, ses activités continuent au sein de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe parrainé par l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique et le Système des Nations Unies (SNU). Elle est membre fondateur de la section béninoise du Global Network of Civil Society Organisation for Disaster Reduction (GNDR) et de la Coalition pour la Recherche et le Développement Vert en Afrique –CREDEVA (dont il assure le lead). Aussi, CREDEL est membre de l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB)

Au plan international, l'ONG CREDEL est toujours un membre actif du Réseau International Climat et Développement, de la Conférence des Organisations internationales Non gouvernementales de la Francophonie (COING). A ce titre, l'organisation a bénéficié d'une formation sur le plaidoyer et la communication d'influence dans les locaux de COORDINATION SUD en France. Après l'accréditation en tant que membre de Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction en 2018, CREDEL a organisé au cours de l'année 2020 plusieurs ateliers en ligne. Fort de ses activités dans le domaine des changements climatiques, CREDEL a été sollicité pour participer à Douala au Cameroun à la création du Réseau Africa Carbone Changements Climatiques dont les activités sont principalement axées sur l'article 6 de l'Accord base de Paris.

**Tableau III:** Réseautage et Partenariat de CREDEL ONG

Au niveau National	Au niveau International
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Comité National sur les changements climatiques ;</li> <li>✓ Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe ;</li> <li>✓ Section béninoise du Global Network of Civil Society Organisation for Disaster Reduction (GNDR);</li> <li>✓ Coalition pour la Recherche et le Développement Vert en Afrique – CREDEVA ;</li> <li>✓ l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Réseau International Climat et Développement, de la Conférence des Organisations internationales Non gouvernementales de la Francophonie (COING) ;</li> <li>✓ COORDINATION SUD en France ;</li> <li>✓ Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction;</li> <li>✓ Réseau Africa Carbone Changements Climatiques ;</li> <li>✓ Accréditation à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).</li> </ul>

#### **4.2 Audit des comptes de gestion de l'exercice 2020**

L'audit financier et comptable a été réalisé le cabinet Global Entreprises du Bénin (GEB) SARL. Les comptes globaux et spéciaux de l'exercice 2020 ont été certifiés sans réserve.

#### **4.3 Perspectives**

En 2021, un nouveau chapitre débutera pour CREDEL. Conscients des difficultés rencontrées au cours de l'année 2020 par rapport à l'exécution des différentes activités au sein de la structure et des projets en cours, la Direction Exécutive mettra en place un processus de renforcement des capacités afin de booster le bon fonctionnement de la structure.

Malgré son site web bien animé, CREDEL compte renforcer la visibilité de l'organisation à travers les réseaux sociaux et disposer d'une bonne présence aussi bien dans les médias traditionnels que numériques.

CREDEL avec le dynamisme de son personnel, mettra en place des stratégies pour élargir davantage son réseau de partenariat.

### **CONCLUSION**

Au regard des résultats obtenus au terme de l'année 2020, CREDEL peut conclure que le niveau de réalisation des projets est satisfaisant malgré la pandémie de Covid-19. De même sur le terrain, les bénéficiaires ont exprimé leur grande satisfaction des différentes réalisations faites par l'organisation. Toutefois, plusieurs défis restent à relever conformément à la vision de l'organisation.